

Ici, Ensemble

Le Journal de ceux qui veulent le Pays pour tous

Prix : 1 €

~ *Editorial* ~

Convictions et principes ou ralliement à la raison économique et à la raison d'Etat ?

1) Bref bilan des élections :

Nous sortons enfin de la séquence électorale. Il est nécessaire d'en faire un premier bilan du point de l'état.

A grands traits, ce que l'on peut en dire :

- Sarkozy à bout de souffle, n'était plus en capacité de faire accepter sans remous importants la nouvelle situation aux gens ; c'est ce qui peut expliquer en partie le fait que Hollande ait été choisi par une

partie du milieu des affaires qui cherche et espère une certaine stabilité "sociale" et une adhésion politique aux thèmes du "*sacrifice*" et du "*on est obligés de...*" afin de traverser les temps troubles qui s'annoncent.

- On assiste à une crise grave et importante à droite. Le courant "FN" se renforce du point des idées et des applications, une droite fascisante, de révolution nationale,

se structure dans un champ libéré du gaullisme et de la Constitution. C'est la suite logique du travail commencé par Sarkozy et son équipe rapprochée. Le paysage parlementaire a changé, et cela va s'accroître.

- Hollande joue tout sur le fait qu'il est différent sur la forme, mais pas sur le fond, (la fameuse "normalité"). Le PS apparaît donc comme le parti le plus à même à poursuivre le sale boulot commencé par l'équipe Sarkozy. Ce qui fait en même temps sa grande fragilité. Il est clair que si sa politique se heurte à des écueils et des refus, il saura lui aussi manier la matraque, dans une violence "légitime" au sens où elle ne viserait pas la soumission aux puissants mais la soumission à la "raison d'état", et "aux sacrifices nécessaires en temps de crise". On a déjà vu le scénario se dérouler en Grèce. La nomination de Valls à l'intérieur va dans ce sens.

2) Les dernières élections l'ont encore prouvé : elles ne servent qu'à imposer l'hégémonie du temps de l'état, de sa politique et de son approche du réel.

Le rôle des élections aujourd'hui est évident :

- instaurer le temps étatique comme le seul temps possible ;

- rallier à l'idée que les seuls lieux possibles et praticables sont ceux que l'état lui-même propose : partis, syndicats, institutions ;

- et, à partir de là, **faire accepter que**

le seul rapport possible au réel soit

celui qu'il nous propose et nous

impose, celui que

l'état nous sert à tous

les repas, fait de lois

d'exception, de mépris et de persécution de

parts entières de la population. Avec,

comme conséquence principale de ce ralliement, **la soumission aux injonctions étatiques, l'incapacité complète d'envisager un possible qui ne soit pas celui proposé par l'état.**

3) En dehors du renouvellement du personnel et du style étatique, la séquence post-électorale n'est pas si nouvelle.

On y retrouve les points qui faisaient déjà consensus dans la période Sarkozy :

- Le maintien et la participation active à l'OTAN, et la poursuite des guerres extérieures (Hollande abandonne l'Afghanistan pour pouvoir se déployer en Afrique, aucune critique de la désastreuse intervention en Libye, bien au contraire...).
- Le maintien de la politique de contrôle et d'expulsion des étrangers, du CESEDA et des

différentes lois d'exception (Perben, rétention de sûreté, Loppsi)

- Le maintien de la primauté de la finance, et de la nécessité pour la population de rembourser la fameuse dette. L'annonce d'un peu plus de justice fiscale (faire payer un peu plus les riches) étant visiblement le sirop pour enrober la pilule des "douloureux sacrifices" qui nous attendent !
- Un 4° point, qui lui ne fait pas complètement consensus : la police comme corps armé libre de faire ce qu'il entend contre les gens.

Des réticences existent à plusieurs niveaux, y compris chez certains policiers eux-mêmes contre cette conception de la police. On voit aussi à plusieurs endroits des tentatives pour trouver une autre voie que l'émeute face à une violence policière injustifiée.

Par ailleurs, Hollande et son gouvernement ont d'ores et déjà annoncé leur volonté de s'appuyer sur les "corps intermédiaires" (syndicats, associations subventionnées et institutionnalisées...) -ceux-là mêmes que Sarkozy décriait- pour faire passer sa politique, qui on l'a vu, n'est pas si différente sur le fond de la précédente. Que vont dire et faire ceux qui, il y a encore quelques mois appelaient à la "résistance", à "l'indignation", au "refus de mesures indignes" ? c'est là l'enjeu de débats serrés à avoir, car les institutions et le pouvoir sont une chose,

les convictions et les principes en sont une autre.

L'arrêt du mépris, le respect de chacun, le droit des gens de nationalité non française, la défense des enfants (à l'école notamment)... Ces points essentiels correspondent-ils à des convictions intimes, à des principes qu'on met en oeuvre, ou ne sont-ils que des discours servant une carrière politique ?

Il y a là, pour chacun, une épreuve de vérité.

4) On peut décider de penser par nous-mêmes, en dehors de l'état, à partir de ce qui arrive, et d'en faire un possible.

On parle là de convictions et de principes.

Dans la période, on va être inondés de discours raisonnables et raisonnables sur la crise, la dette, la nécessité de prendre des mesures

drastiques, de les appliquer, de s'y rallier, de s'y soumettre etc... Les arguments vont pleuvoir pour justifier les pires décisions, et les faire accepter par les gens. Difficile dans ces conditions d'élaborer sa propre pensée, de résister au courant dominant. Difficile, mais possible et nécessaire.

L'état propose un certain rapport au réel : par exemple, en France, il y a des français et des étrangers, des gens qui ont des nationalités différentes. La proposition étatique est de dire "les

étrangers qui vivent en France n'y sont pas les égaux des français, ils ne sont pas soumis aux mêmes lois et mesures".

Nous proposons une autre approche :
"tous les gens qui vivent dans un pays font partie de ce pays et doivent y être traités à égalité".

Adopter l'une ou l'autre position n'est pas sans conséquences :

La position étatique débouche sur la justification de l'exclusion, puis de la persécution d'une partie des gens, avec comme ressorts idéologiques principaux la préférence nationale et l'idée que seules les personnes désignées par l'Etat comme *"rentables"*, *"utiles"* ou simplement *"fréquentables"* (cf immigration choisie et refus de régulariser) doivent compter.

Notre position nous amène à combattre le CESEDA et toutes les lois d'exception, (voir le site) et **à élaborer des principes pour tous**, qui permettent de fixer un cap pour intervenir dans des situations précises, qu'il s'agisse par exemple de l'arrêt des contrôles policiers ou du non-respect d'accords binationaux.

Ces choix ont des conséquences et permettent d'aborder complètement différemment certaines questions : par exemple, l'état veut faire des économies budgétaires. Mais il dépense des fortunes pour arrêter, enfermer, juger, expulser des gens qui n'ont commis aucun crime ni délit réel.

S'il considérait que ***"qui vit ici est d'ici"***, non seulement il économiserait des sommes considérables utilisées à persécuter des gens, il pourrait redéployer beaucoup plus utilement les policiers de la PAF, désengorger les tribunaux, mais surtout il marquerait une

véritable rupture d'avec la séquence étatique précédente en allant dans le sens d'un état qui prend en compte tous ceux qui vivent sur le territoire.

Pour se dégager du martelage étatique, il faut donc partir de soi, de ses convictions, et examiner le réel sous cet angle-là.

C'est le premier point, qui permet d'élaborer les principes, en relation avec les situations concrètes qu'on rencontre.

S'appuyer sur des principes est essentiel, car c'est ce qui donne du souffle, permet d'inscrire les batailles dans une perspective collective, pour tous, tout en prenant en compte des situations individuelles, car ce qui arrive arrive toujours à des personnes. C'est ainsi par exemple que nous abordons les situations des personnes sans-papiers, en les inscrivant dans la bataille pour l'abrogation du CESEDA, et pour desserrer l'étau de la persécution.

Cette pensée, on l'élabore à partir du réel et de nos propres convictions à l'épreuve dans ce réel, mais aussi de façon collective, dans les discussions, les débats, les confrontations... Ce n'est pas une pensée pour la chambre ou pour le salon, mais ***une pensée-action à mettre en oeuvre***, à diffuser, faire connaître, développer, soumettre à tout un chacun. Ce que nous appelons ***"se présenter"***.

Quand des gens se présentent ainsi, disent à tous ce qu'ils pensent et veulent dans le sens de l'intérêt général, l'état n'a plus la légitimité de la représentation.

A l'état les questions domestiques, aux gens les principes pour tous et leur tenue.

Jean-Louis

IL FAUT DEFENDRE LES ENFANTS :
Bataille pour le maintien des postes Rased au primaire
et des postes au collège Reynerie :
premiers éléments de bilan et perspectives

Les parents de Reynerie ont mené, en lien avec les enseignants et les habitants du quartier, une bataille de plusieurs mois (de la rentrée au mois de janvier) pour conserver un poste d'enseignant Rased en primaire et sont engagés dans une autre bataille contre la suppression de postes au collège (enseignants, documentaliste, CPE).

1) Premier bilan :

La mobilisation pour le Rased a donné des résultats, on a quand même gagné le maintien d'un demi-poste et le demi-poste restant compensé par le travail des enseignants formateurs. On doit faire le bilan à la rentrée avec l'inspection académique.

On sait que le Rased sera à nouveau menacé à la rentrée, c'est un dispositif qu'ils veulent condamner, il faut donc qu'on se prépare à mener la bataille à nouveau.

On sait bien que pour eux, les Rased c'est mort. Mais par quoi veulent-ils le remplacer ? Pas par un dispositif meilleur pour l'enfant. Ils insistent sur l'aide individualisée, c'est bien, c'est nécessaire pour des enfants qui ont des difficultés scolaires, qui ne peuvent pas travailler chez eux ou qui n'ont pas compris une leçon, mais ça n'est pas la même chose que le Rased. Le Rased s'occupe de l'enfant, pas seulement de l'élève. Pour des enfants, il y a des blocages, des difficultés spécifiques, qui les empêchent d'apprendre. On peut

leur donner toute l'aide individualisée qu'on veut, si on ne lève pas ces blocages, l'enfant n'apprendra pas. C'est ça le Rased, lever ces blocages. S'il n'y a pas ça, l'enfant n'y arrive pas et en plus, il se sent idiot puisqu'il essaie et qu'il n'y arrive pas, «*malgré toute l'aide qu'on lui apporte*», comme dit l'inspectrice !

Nous, on part des faits : Ca fait 30 ans que le Rased est en place et on sait qu'il donne des résultats. Alors pourquoi ils nous enlèvent les enseignants Rased ? La demande y est, pas seulement chez nous, dans beaucoup d'autres écoles comme on l'a vu , partout en France.

On ne peut pas laisser faire ça. Si on ne se bouge pas, nous les mamans, les gens des quartiers, pour défendre les enfants, ils n'auront pas d'avenir.

Beaucoup d'enseignants sont avec nous, ils se préoccupent des enfants. Mais nous les parents, l'école ne nous écoute pas beaucoup, je veux dire l'institution, quand ils sont ensemble, ils réfléchissent ensemble, en professionnels. Par exemple, mon fils, je

voyais bien qu'il avait des difficultés, l'institutrice aussi, je voulais qu'il redouble le CP parce qu'il ne savait pas lire du tout, mais ils ont dit non, et maintenant, il est en CE1 et il commence juste à lire, parce qu'il est aidé par les enseignants RASED et l'orthophoniste. J'ai apprécié cette aide, pour mon fils, pour moi aussi, parce que c'est difficile de voir son enfant en échec et de ne pas pouvoir l'aider. Si maintenant, ils nous enlèvent cette aide... qu'ils ne nous disent pas que nous les parents on s'en fout, qu'ils disent plutôt que eux, les gens de l'éducation nationale, ils s'en foutent des enfants, parce que là ce sera la vérité. L'avenir des enfants ne les intéresse plus.

2) Le discours étatique à l'épreuve de notre réalité :

Ils disent que ça coûte cher, qu'il faut faire des économies. Est-ce qu'on fait des économies sur le dos des enfants du pays ? Des économies de

de savoir, de connaissances, de réussite, de bonheur, de tranquillité... ?

Ce qu'ils préparent là, ça ne coûte pas cher ? L'échec, l'ignorance, la débrouille, la violence, la colère... ça coûte pas cher ? Une jeunesse sans avenir, qui se tape la tête contre les murs, ça coûte pas cher ?

Et puis ça suffit de tout voir à travers l'argent : les enfants sont des enfants, ils ne sont pas cotés en bourse, ils ne sont pas un investissement, ni ils coûtent ni ils rapportent, **ils sont des**

enfants et les adultes doivent les aider à devenir adultes à leur tour, et la société doit leur faire une place et leur permettre de la prendre. Il n'y a pas autre chose.

Pour le collège, les suppressions de postes au collège comme pour le Rased, le recteur justifie par **l'équité**. Il reconnaît les résultats du collège, les améliorations, il dit que c'est très bien, mais qu'il faut l'équité. Et que à Lalande ils ont un CPE, à Reynerie on en a 3, donc il prend un CPE à Reynerie pour le donner à Lalande. Il appelle ça l'équité. L'équité, c'est : « *quand ça marche, je casse* » ?

Nous on dit : Depuis des années, nos enfants et nous on sert de cobayes à toutes vos expérimentations (ZEP, RAR, Eclair...) **On commence à savoir ce qui marche, ce qui ne marche pas.** Depuis 5 ans, le collège de Reynerie s'est remonté, il a eu des résultats : l'ambiance a changé, c'est beaucoup plus calme, il n'y a plus de bagarre

à la sortie, les enfants ont de meilleurs résultats scolaires...

L'équité, on ne connaît pas, on connaît l'égalité. L'égalité c'est de faire profiter tous les enfants, de ce qui marche. Il faut généraliser le bilan de Reynerie, embaucher des CPE pour Lalande et partout où il en manque etc... Et puis on en a assez de leurs comptes obscènes, où ils te calculent qu'il y a un CPE pour 13,2 élèves ou pour 25,8 peu importe. Les enfants ne sont pas des

tomates pour les découper comme ça en rondelles ! **On parle d'êtres vivants** là. La présence d'adultes attentifs, c'est essentiel pour leur formation, à Reynerie comme ailleurs.

Notre expérience du collège Reynerie, c'est un modèle à généraliser, pas un superflu à détruire !

Leur autre grand argument de propagande, c'est «**on ne peut pas intégrer ces populations** ». De qui, de quoi, parlent-ils ?

Nous, les parents, nous nous battons, pour que l'école garde nos enfants, leur apprenne les mêmes choses qu'à tous les autres enfants du pays. On ne cherche pas une école privée, un enseignement à part.

Les enfants d'ici ne sont pas les seuls à être en difficulté, mais nous on a décidé de faire face, de nous battre. Certains parents s'en sortent avec des cours particuliers, des séances privées chez

le psychologue ou l'orthophoniste, nous on n'a pas les moyens, **on se bat pour que ces aides soient pour tous les enfants qui en ont besoin**, pas seulement ceux qui peuvent se les payer, parce que c'est ça la justice.

Ils disent qu'ils font ça pour le bien des gens. Où est le bien des gens là-dedans ? Il n'y a que du mépris. Ils partent de l'idée que les gens ne savent rien, ne comprennent rien. Ils nous collent sans arrêt des étiquettes : chômeur, musulman, immigré, «français d'origine étrangère», etc... Mais moi, je me présente : je suis «Houria», je ne suis pas «Chômeuse».

Tout ce qu'ils savent faire, c'est diviser les gens, les monter les uns contre les autres : par exemple, ils ont commencé par nous dire que les enseignants ne font pas bien leur travail «*avec toutes les formations qu'on leur paie !*», et aux enseignants, ils ont parlé des parents démissionnaires et incultes. La vision qu'a l'Education Nationale de nous, les habitants des quartiers populaires, c'est effarant. Il suffit de se rappeler la fiche de poste de principal adjoint du collège : ils nous voient comme des barbares, à la limite de l'humain, pas du tout comme des parents responsables.

Les enseignants, on les connaît, on les voit travailler, on échange ensemble. Et eux aussi nous connaissent. On travaille en interaction, les parents et les équipes pédagogiques. On se retrouve pour défendre les enfants.

On n'est pas rentrés dans leur jeu, on est juste partis des besoins des enfants, et la réalité s'est montrée : nous, les parents, nous ne

sommes pas démissionnaires, nous nous sommes battus, nous nous battons et nous nous battons pour les enfants. L'état lui, est démissionnaire, et même pire, car il abandonne des milliers d'enfants qu'il envoie dans le mur. Quels adultes ça va faire ? Comment des enfants peuvent-ils se construire dans le sentiment d'échec ? **C'est une politique criminelle.**

3) Notre force :

On démonte leur discours, parce qu'on montre qui on est réellement,

et ça ne colle pas avec ce qu'ils disent ou pensent de nous.

Par exemple, en début d'année, on avait le sentiment qu'on savait ce qu'il faut pour l'école, ce qui est bien pour nos enfants. Ils ont essayé de nous faire comprendre qu'on n'y connaissait rien, qu'on n'est pas formés pour ça. On a tenu bon. Ca ne s'est pas fait d'un coup. Au début, on s'est mobilisées pour garder l'enseignante en place, qu'on connaissait, puis son poste. Le rectorat nous sortait toujours ses arguments de gestionnaire, c'est logique, on était sur son terrain.

En réfléchissant, on a dit : **le poste, on s'en fiche, ce qu'on veut, c'est que les difficultés des enfants soient prises en compte et traitées, c'est l'avenir**

des enfants qui nous intéresse, pas la gestion du personnel du rectorat. Là, on a été forts, on a pu discuter sur le réel, sur ce que nous voulons. Ca nous a libérés, et on a pu penser la situation et ses développements tranquillement, on a pu négocier à partir de ce qu'on voulait, et en définitive, on a gagné, même si on sait que ce n'est que pour un moment . Et que ce sera remis en cause à la rentrée.

Ce bilan là, il était intégré quand on s'est retrouvés avec les suppressions de poste au collège, et on a pu aller vite : à la délégation chez le recteur, quand il a sorti sa calculette, on n'est pas rentrés dans son jeu, on lui a de suite dit : « *Ne nous parlez pas de chiffres, nous ne*

sommes pas au marché ; on est une délégation, et à la sortie, on a des comptes à rendre et on doit donner des réponses ». On a parlé des besoins des enfants, des résultats qu'on constate, de ce qu'il a fallu pour y arriver et de ce qu'il faut pour les garder, on a parlé du réel.

Ca les surprend, parce qu'ils croient à ce qu'ils disent : voir des mamans

comme nous, « avec le foulard » comme ils nous cataloguent, qui veulent que leurs enfants aillent à l'école « républicaine », qui se battent pour que les enfants aient un avenir, qui savent parler français (on est allées à l'école nous aussi, et même à la fac pour certaines), et qui réfléchissent sur ce qu'il faut pour que la situation soit meilleure pour les gens, ça les

déstabilise parce que ça ne correspond pas à leurs clichés. Et comme en plus on part des gens, de la vie, de notre expérience, ils n'ont plus d'arguments, puisque eux ne partent que des chiffres et de textes officiels.

Du coup, on leur donne des migraines !

Un autre point de force, c'est **le lien qu'on a construit sur l'école entre parents, enseignants et habitants** : Les réunions et le travail commun contre la fermeture du collège, puis pour le Rased, et maintenant pour les postes au collège. Ca nous a donné un bout pour réfléchir autrement la question de la jeunesse dans le quartier, pour intervenir, à partir de l'école, et de là, pour réfléchir d'autres questions, comme

“Un autre point de force, c'est le lien qu'on a construit sur l'école entre parents, enseignants et habitants : les réunions et le travail commun contre la fermeture du collège, puis pour le Rased, et maintenant pour les postes au collège.”

le GPV (Grand Projet de Ville). Le GPV, c'est une façon de faire partir les gens, de les envoyer plus loin, mais après la première vague de départs, il y a eu un bilan, et maintenant les gens reviennent, car les relogements sont loin de la ville, et les gens se retrouvent isolés. Ici, on a la famille, les amis, les magasins.... Les problèmes ne sont pas résolus par le déménagement, parfois même c'est pire ; beaucoup d'enfants quand ils grandissent et deviennent ados, s'ennuient trop dans les villages et les lotissements, alors ils reviennent ici, ils rôdent, il font des bêtises.

Le bilan est négatif, et les gens ne veulent plus partir, ils veulent être relogés ici. Mais la mairie et la préfecture ont tablé sur moins de familles, et ils ont prévu des démolitions d'école, alors que en réalité les effectifs augmentent. Ils sont ennuyés, ils doivent pousser les murs, comme pour la maternelle Faucher, qu'ils installent dans le primaire, où ils vont poser des cloisons pour couper les pièces en 2.

Là encore, ils ont fait comme si les gens n'existaient pas, comme si c'était des pions qu'on déplace.

Il y a une vie de quartier, qui s'est renforcée avec le travail entre les parents, les habitants et les enseignants. Des adultes ont commencé

à s'occuper des enfants, pas seulement les leurs, mais tous les enfants, ne pas les laisser faire des bêtises. Par exemple, maintenant, il y a toujours quelques adultes près du collège aux heures de sortie, et ça aussi ça calme le jeu, ça décourage les bagarres. Parfois, ce n'est pas très compliqué, mais il faut le faire. Et pour ça il faut y avoir réfléchi.

L'avenir est incertain, mais la jeunesse est une priorité, l'école est une priorité. On sait que les choses ne sont pas définitives, que la bataille va recommencer dès la rentrée pour le Rased, pour le collège....

On doit se préparer dès maintenant, en parler autour de nous, expliquer notre bilan, permettre à d'autres parents, d'autres habitants de dire ce qu'ils veulent, ce qu'ils pensent, réfléchir ensemble à quoi mettre en place, pour ne pas perdre de temps.

C'est essentiel, parce que c'est l'avenir des enfants qui se joue là, ici et maintenant, et qu'on sait qu'on peut intervenir

*Texte collectif, synthèse d'une réunion de bilan : Brigitte, Fatima, Fatima, Houria, Jean-Louis, Marcel, Nadia.
Mars 2012*



***L'état persécute les étrangers et cela change
le pays en profondeur.***

***A chacun de nous de décider d'y mettre un coup d'arrêt
et d'inventer un pays pour tous ceux qui y vivent.***

1) La politique de l'état envers les étrangers constitue un test pour savoir s'il peut ou non poursuivre dans cette voie.

Si on prend la loi Ceseda, première loi à véritablement sortir une partie de la population (les sans-papiers) du droit général, on voit bien que le silence et l'absence de réactions sur le fond ont ouvert la voie à toutes les autres lois d'exception qui ont suivi (Perben, rétention de sûreté, Loppsi), là encore dans une passivité générale. Il s'agit pourtant d'atteintes inédites à la notion de droit, par la constitution de catégories de populations (jeunes, malades mentaux, « marginaux » de toute sorte ...) soumise à un droit spécifique et spécifiquement répressif. Il est à noter que c'est l'état qui décide qu'une personne appartient à une de ces catégories.

On peut encore citer la mise en place d'une police spéciale contre les étrangers la PAF, dotée de pouvoirs spécifiques de contrôle et d'arrestation à l'encontre de personnes qui ne sont ni des voleurs ni des criminels, mais la plupart du temps des ouvriers ou des étudiants. Dans la foulée, c'est la multiplication des contrôles au faciès, la

banalisation des arrestations d'étrangers et des camps d'internement, les expulsions à la chaîne, le sentiment de toute-puissance et d'être au-dessus du droit qui se développe dans une partie de la police jusqu'à manifester en armes et en uniformes contre un tribunal de justice ! (Bobigny)

L'exception devient la règle, l'état décide qui a droit ou pas : la persécution des roms en est un exemple flagrant : ils sont citoyens européens, mais l'état leur dénie cette reconnaissance, et les traite comme il traite les sans-papiers, les pourchassant, les arrêtant, les expulsant, leur déniaient tout droit en particulier ceux de travailler et de se loger.

Petit à petit, en avançant ses pions contre les étrangers, l'état gangrène la société, empoisonne la pensée : qui entend-on s'élever contre l'idée de «l'immigration choisie» ? Et pourtant, cette idée porte en germe l'écrasement, la défaite subjective de ceux qui y adhèrent : on commence par choisir «le bon immigré», et on ne doit pas s'étonner que le patron fasse un plan de licenciement pour trier les «bons ouvriers» à garder et renvoyer les

autres. On ne doit pas s'étonner d'entendre parler de personnes, d'enfants, d'hommes et de femmes, comme si c'étaient des légumes à l'étal d'un marché, des objets consommables et jetables. Français ou étrangers, on est les mêmes, et ce qui vaut pour les uns vaut aussi pour les autres, ce qui devient de plus en plus évident.

2) Si c'est un test pour l'état, c'en est aussi un pour nous :

Sommes-nous

capables de réagir, de ne pas nous plier, de dire ce qu'on veut pour tous, et de le mettre en oeuvre ?

Ou bien allons-nous continuer à faire le gros dos, quitte à lancer quelques coups de griffes de temps en

temps, pour se rendormir ensuite bien tranquillement, avec le sentiment du devoir accompli ?

Car ce n'est pas de bonne conscience qu'il est question, mais d'une transformation en oeuvre qui nous touche tous, qui nous implique tous, qu'on le veuille ou non.

On nous dit qu'aujourd'hui, on a un président normal, dans une république normale. Nous posons la question : qu'est-ce qui est normal ?

- Est-ce que c'est normal de ne pas pouvoir se loger, se soigner, vivre en famille ?
- Est-ce que c'est normal que certains comptent et pas d'autres ?
- Est-ce que c'est normal de traiter des gens qui travaillent comme des criminels ?

- Est-ce que c'est normal de donner à la police des pouvoirs militaires ?
- Est-ce que c'est normal d'appliquer des lois d'exception et de les justifier ?
- Est-ce que c'est normal d'accepter cela, de se taire, de baisser la tête et laisser faire ?

Voilà ce qui se passe, ce qui continue de se passer dans le pays «normal», dans la république démocratiquement

normale où nous vivons. La proposition de l'état, c'est le tri, accorder des privilèges à certains, plus ou moins nombreux, en fonction de la naissance, mais pas seulement, et obtenir un consensus sur l'idée que le pays ne

peut pas, ne doit pas, compter tous ceux qui y vivent à égalité, ce que nous appelons «**un pays pour tous**».

A partir du moment où il y a accord sur ce principe, c'est la porte ouverte à toutes les attaques contre le droit des gens. Et des attaques, il y en a , et il y en aura ! On a déjà vu la remise en cause par exemple du droit à se soigner, rendu de plus en plus difficile pour les personnes les plus précaires (là encore, le paiement de 30 euros pour obtenir l'Aide Médicale d'Etat exigé des sans-papiers crée une brèche importante dans l'accès aux soins pour tous).

Les temps qui s'annoncent sont difficiles, la crise va servir de justificatif à toutes les mesures prises contre les gens. Si on accepte qu'à côté de nous, certains soient persécutés en notre nom,

soi-disant pour notre bien, quel ressort aurons-nous pour réagir à ce moment-là ? Quand on s'est couché comme ça, c'est très difficile de se relever.

3) C'est à chacune et chacun de prendre position, de décider si il ou elle accepte le pays que l'état met en place.

Pour ça, il faut prendre le temps de réfléchir, de discuter, de se renseigner sur les lois, leurs conséquences dans le réel, dans la vie des gens. On ne peut pas refuser les conséquences et accepter la cause : s'il y a des camps de rétention, des enfants arrêtés, enfermés, expulsés, des contrôles au faciès, des familles à la rue, c'est parce que la loi CESEDA le permet et l'organise. C'est parce qu'il y a consensus sur l'idée que, dans le pays, certains ne sont pas les égaux des autres, à cause de leur nationalité.

Il faut commencer à casser ce consensus, affirmer haut et fort qu'un pays est formé de tous ceux qui y vivent, à égalité, avancer des principes pour tous, qui sont aussi des principes de bon sens.

Par exemple, on nous dit qu'il faut faire des économies. Fermons les camps de rétention, cessons les expulsions, autorisons les sans-papiers à travailler légalement et donc à cotiser comme ils le demandent... Outre les économies, cela permettra de redéployer les policiers de la PAF dans des fonctions plus utiles pour la population.

Confrontés à des situations précises, il faut en discuter pour dégager des principes sur lesquels s'appuyer pour intervenir, comme nous l'avons fait sur l'école, mais aussi par exemple sur la non-application par la préfecture de la Haute-Garonne des accords franco-algérien et franco-tunisien.

Il est important aussi de partager ces expériences, de les faire connaître, d'en tirer bilan, pour que chacun puisse s'en emparer, non comme modèle, mais comme exemple, car chaque situation est différente.

Beaucoup de choses sont possibles, sont faisables, immédiatement. C'est de l'ordre de la décision.

Brigitte et Zoubida

POUR SE RENCONTRER :

⇨ NOUS TENONS DES PERMANENCES JURIDIQUES
TOUS LES LUNDIS DE 17H À 19H

⇨ DES REUNIONS REGULIERES SE TIENNENT LE SAMEDI
ET LE VENDREDI 18H, A REYNERIE

⇨ POUR PLUS D'INFOS NOUS JOINDRE AU : 06-13-06-94-62 OU
NOUS ÉCRIRE À : ouvriersgensdici@free.fr

⇨ SUR INTERNET, RETROUVEZ-NOUS SUR : <http://ouvriersgensdici.free.fr> ou
<http://www.ouvriersgensdici.net>